



« Guerre éternelle » profitant aux Afghans ? Suivez l'argent

Ceux qui ont acheté des actions Lockheed Martin, Northrop Grumman, Raytheon et autres contractants de la défense américaine ont fait un véritable massacre.

Par [Pepe Escobar](#)

Mondialisation.ca, 25 août 2021

Région : [Asie](#)

Thème: [Économie](#), [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [AFGHANISTAN](#)

Après 20 ans et un montant stupéfiant de 2,23 billions de dollars dépensés dans une « [guerre éternelle](#) » présentée comme promouvant la démocratie et bénéficiant au « peuple afghan », il est légitime de se demander ce que l'Empire du Chaos a à montrer en résultat.

Les chiffres sont terribles. L'Afghanistan reste la 7ème nation la plus pauvre du monde : 47% de la population vit sous le seuil de pauvreté, selon la Banque asiatique de Développement. Pas moins de 75% du budget du gouvernement - dissous - de Kaboul provenait de l'aide internationale. Selon la Banque mondiale, cette aide a permis de faire tourner 43% de l'économie, qui était gangrenée par une corruption gouvernementale massive.

Selon les termes de l'accord Washington-Taliban signé à Doha en février 2020, les États-Unis doivent continuer à financer l'Afghanistan pendant et après leur retrait.

Aujourd'hui, avec la chute de Kaboul et le retour imminent de l'Émirat islamique d'Afghanistan, il devient évident que l'application de tactiques de puissance douce financière peut être encore plus mortelle qu'une occupation de l'OTAN.

Washington a gelé 9,5 milliards de dollars de réserves de la Banque centrale afghane et le Fonds monétaire international a annulé ses prêts à l'Afghanistan, dont 460 millions de dollars qui font partie d'un programme de secours Covid-19.

Ces dollars servent à payer les salaires du gouvernement et les importations. Leur absence aura pour conséquence que le « peuple afghan » souffrira encore plus, conséquence directe de la dépréciation inévitable de la monnaie, de la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'inflation.

Le corollaire de cette tragédie économique est le classique « prends l'argent et tire-toi » : L'ancien président Ashraf Ghani a fui le pays après avoir prétendument rempli quatre voitures de 169 millions de dollars en liquide et laissé 5 millions de dollars sur le tarmac de l'aéroport de Kaboul.

C'est ce qu'affirment deux témoins : l'un de ses propres gardes du corps et l'ambassadeur d'Afghanistan au Tadjikistan ; Ghani a [nié les allégations de pillage](#).

L'avion de Ghani s'est vu refuser l'atterrissage au Tadjikistan et en Ouzbékistan, puis il s'est rendu à Oman jusqu'à ce que Ghani soit accueilli aux Émirats Arabes Unis, tout près de Dubaï, haut lieu mondial de la contrebande, du blanchiment d'argent et du racket.

Les Taliban ont déjà déclaré qu'un nouveau gouvernement et un nouveau cadre politique et économique ne seront annoncés qu'après le départ définitif des troupes de l'OTAN du pays le mois prochain.

Les négociations complexes visant à former un gouvernement « inclusif », comme l'ont promis à plusieurs reprises les porte-parole des Taliban, sont de facto dirigées du côté non taliban par deux membres d'un conseil de trois : l'ancien président Hamid Karzai et l'éternel rival de Ghani, le chef du Haut Conseil pour la Réconciliation nationale, Abdullah Abdullah. Le troisième membre, agissant dans l'ombre, est le chef de guerre devenu politicien et deux fois premier ministre, Gulbuddin Hekmatyar.

Karzai et Abdullah, tous deux très expérimentés, sont considérés par les Américains comme « acceptables », ce qui pourrait faciliter la reconnaissance officielle par l'Occident de l'Émirat islamique d'Afghanistan et le rétablissement du financement des institutions multilatérales.

Pourtant, il existe une myriade de problèmes, notamment le rôle très actif de Khalil Haqqani, qui dirige la Commission du Conseil de Paix des Taliban alors qu'il figure sur une « liste de surveillance des terroristes » et qu'il est soumis à des sanctions de l'ONU. Non seulement Haqqani est chargé de la sécurité de Kaboul, mais il est également aux côtés de Karzai et d'Abdullah dans les discussions visant à former un gouvernement inclusif.

Ce qui fait tourner les Taliban

Les Taliban opèrent en dehors du système bancaire occidental depuis maintenant deux décennies. L'essentiel de leurs revenus provient des taxes de transit sur les routes commerciales (par exemple, en provenance d'Iran) et des taxes sur les carburants. Les profits tirés des exportations d'opium et d'héroïne (la consommation intérieure n'est pas autorisée) représenteraient moins de 10% de leurs revenus.

Dans d'innombrables villages de la campagne afghane profonde, l'économie tourne autour de petites transactions en espèces et du troc.

J'ai reçu une copie d'un document de haut niveau des services de renseignement pakistanais examinant les défis auxquels est confronté le nouveau gouvernement afghan.

Le document note que « *la voie standard de développement à suivre sera très favorable au peuple. L'Islam des Taliban est socialiste. Il a une aversion pour l'accumulation des richesses dans un nombre réduit de mains* » – et, surtout, une aversion pour l'usure.

En ce qui concerne les premières étapes des projets de développement, le document s'attend à ce qu'elles proviennent d'entreprises russes, chinoises, turques, iraniennes et pakistanaïses, ainsi que de quelques secteurs gouvernementaux. L'Émirat islamique « *attend des projets de développement des infrastructures* » à des coûts « *abordables par le PIB existant du pays* ».

Le PIB nominal de l'Afghanistan en 2020 était de 19,8 milliards de dollars, selon les chiffres de la Banque mondiale.

Les nouveaux programmes d'aide et d'investissement devraient provenir des pays membres de l'Organisation de Coopération de Shanghai (Russie, Chine, Pakistan) ou des observateurs de l'OCS (Turquie et actuellement Iran - qui devrait devenir membre à part entière lors du sommet de l'OCS le mois prochain au Tadjikistan). Il est évident que la reconnaissance occidentale sera une tâche sisyphéenne.

Le document admet que les Taliban n'ont pas eu le temps d'évaluer comment l'économie sera le vecteur clé de la future indépendance de l'Afghanistan.

Mais ce passage du document pourrait bien contenir la clé : « *Lors de leurs consultations avec les Chinois, il leur a été conseillé d'y aller doucement et de ne pas faire de vagues dans le système mondial occidental en parlant trop tôt de contrôle étatique du capitalisme, d'économie sans intérêt et de déconnexion du système financier basé sur le FMI. Cependant, depuis que l'Occident a retiré tout l'argent du Trésor public afghan, l'Afghanistan est susceptible de demander des aides à court terme sur la base de ses ressources* ».

FMI-OTAN comme frères d'armes

J'ai demandé à Michael Hudson, professeur d'économie à l'Université du Missouri à Kansas City et à l'Université de Pékin, comment il recommanderait au nouveau gouvernement d'agir. Il a répondu : « *Tout d'abord, mettez le FMI dans l'embarras pour avoir agi comme un bras de l'OTAN* ».

Hudson faisait référence à un article du *Wall Street Journal* écrit par un ancien conseiller du FMI, aujourd'hui au Conseil atlantique, selon lequel « *maintenant, puisque la reconnaissance est gelée, les banques du monde entier hésiteront à faire des affaires avec Kaboul. Cette décision donne aux États-Unis un moyen de pression pour négocier avec les Taliban* ».

Il se peut donc que cela se passe comme pour le Venezuela - avec le FMI qui ne « reconnaît » pas un nouveau gouvernement pendant des mois, voire des années. Et concernant la saisie de l'or afghan par la Fed de New York - en fait un ensemble de banques privées - nous voyons des échos du pillage de l'or de la Libye et de la saisie de l'or du Venezuela.

Hudson considère tout ce qui précède comme « *un abus du système monétaire international - qui est censé être un service public - en tant que bras de l'OTAN dirigé par les États-Unis. Le comportement du FMI, notamment en ce qui concerne les nouveaux droits de tirage, devrait être présenté comme un test décisif* » pour la viabilité d'un Afghanistan dirigé par les Taliban.

Hudson travaille actuellement à un livre sur l'effondrement de l'Antiquité. Ses recherches l'ont amené à trouver Cicéron, dans « *En faveur de la loi manilienne* » (Pro Lege Manilia), écrivant sur la campagne militaire de Pompéus en Asie et ses effets sur les provinces dans un passage qui s'applique parfaitement à la « guerre éternelle » en Afghanistan :

« Les mots ne peuvent exprimer, messieurs, combien nous sommes amèrement détestés parmi les nations étrangères à cause de la conduite gratuite et scandaleuse des hommes que, ces dernières années, nous avons envoyés pour les gouverner. Car, dans ces pays, quel temple croyez-vous a été tenu pour sacré par nos officiers, quel État inviolable, quelle maison suffisamment gardée par ses portes fermées ? Mais ils cherchent des villes

riches et florissantes pour trouver l'occasion de leur faire la guerre et satisfaire leur soif de pillage ».

Passant des classiques à un niveau plus pédestre, WikiLeaks a rejoué une sorte de [Greatest Hits de l'Afghanistan](#), rappelant à l'opinion publique, par exemple, qu'en 2008 déjà, il n'y avait « aucune date de fin prédéfinie » pour la « guerre éternelle ».

Pourtant, l'évaluation la plus concise est peut-être venue de [Julian Assange](#) lui-même :

« L'objectif est d'utiliser l'Afghanistan pour blanchir l'argent des assiettes fiscales des États-Unis et de l'Europe en passant par l'Afghanistan et en le remettant dans les mains d'une élite sécuritaire transnationale. Le but est une guerre éternelle, pas une guerre réussie ».

La « guerre éternelle » a peut-être été un désastre pour le « peuple afghan » bombardé, envahi et appauvri, mais elle a été un succès total pour ce que Ray McGovern a si bien défini comme le complexe MICIMATT (Militaire-Industriel-Contre-espionnage-Médias-Académie-Think Tank). Quiconque a acheté des actions de Lockheed Martin, Northrop Grumman, Raytheon et le reste de cette foule a littéralement fait un massacre.

Les faits sont en effet désastreux. Barack Obama, qui a présidé à l'établissement d'une lourde « liste d'exécutions » en Afghanistan, organise une fête d'anniversaire et invite les nouveaux riches éveillés. Julian Assange subit des tortures psychologiques en prison à Belmarsh. Et Ashraf Ghani réfléchit à la manière de dépenser 169 millions de dollars dans le racket de Dubaï, des fonds qui, selon certains, ont été dûment volés au « peuple afghan ».

Pepe Escobar

Article original en anglais :



['Forever War' Benefiting Afghans? Follow the Money](#)

L'article en anglais a été publié initialement sur Asia Times

Traduit par [Réseau International](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Pepe Escobar](#), Mondialisation.ca, 2021

Articles Par : [Pepe Escobar](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca